

COMPTES RENDUS — BESPRECHUNGEN.

Trois études d'histoire roumaine. — LÁSZLÓ MAKKAI: *A milkói (kún) püspökség és népei* („L'évêché couman de Milcov et ses fidèles”), Debrecen, 1936. Impr. Pannonia, 62 p. 8°; LAJOS ELEKES: *Nagy István moldvai vajda politikája és Mátyás király* („La politique d'Etienne le Grand, voïvode de Moldavie et le roi Mathias”), Budapest, 1937. Impr. Sárkány, 81 p. 8°; ANDRÁS TÓTH: *Az erdélyi román kérdés a 18. században* („La question roumaine de Transylvanie au XVIII^e siècle”), Budapest, 1938. Studium, 98 p. 8°.

Depuis longtemps on avait senti le besoin d'éclaircir les problèmes qui se posent à propos des relations hungaro-roumaines par des mises au point largement documentées qui soient fondées non seulement sur des recherches personnelles et les faits de l'historiographie hongroise, mais qui tiennent compte aussi des conclusions y relatives de l'historiographie roumaine. Quand il s'agit d'une question qui touche à deux peuples voisins, la première tâche de l'historien doit être d'avoir à sa disposition, malgré les difficultés de langue, une documentation aussi complète que possible embrassant tous les ouvrages écrits dans la langue des deux peuples intéressés. C'est le seul moyen de voir les deux visages d'un problème, d'expliquer les divergences de vue qui séparent les diverses interprétations des faits, et de porter ensuite un jugement absolument désintéressé, conçu dans l'esprit de la vraie critique scientifique. Aucun historien roumain qui se respecte, ne devrait plus se contenter du principe commode, mais injustifiable „Hungarica non leguntur”, et en revanche, nos historiens hongrois qui consacrent, au moins une partie de leur activité à l'histoire des peuples environnants, doivent tâcher d'avoir, à cet égard aussi, des renseignements de première main. On est heureux de constater que les ouvrages des trois jeunes historiens que nous allons examiner, sont conformes en tout aux principes indiqués ci-dessus.

L'auteur de la première étude, avant d'entrer dans son sujet proprement dit — qui a trait à un détail jusqu'ici assez mal connu de l'histoire de la Moldavie — a jugé nécessaire de jeter un coup

d'oeil sur les ouvrages concernant l'évêché de Milcov. A ce propos il souligne à plusieurs reprises les apports des jésuites hongrois du XVIII^e siècle (Samuel Timon, etc.) qui furent les premiers à identifier l'évêché „couman” avec celui de Milcov, et à en fixer le siège au bord de la rivière homonyme de la Moldavie méridionale. Après cette introduction, M. Makkai traite d'abord de la mission catholique qui eut pour but la christianisation des Coumans, ensuite de l'histoire de l'évêché jusqu'à l'invasions des Mongols, et enfin du déclin du même évêché au XIV^e et XV^e siècles. L'histoire de la mission coumane (p. 10 ss.) est placée en un large cadre européen. L'auteur fait voir en détail l'intérêt religieux et politique qui s'attachait à l'évangélisation des Coumans, pour qui le moment de la conversion marqua, certes, le début d'une nouvelle façon de vivre. A propos du nom du duc Bortz (Boricus) qui, en 1227, envoya son fils chez Robert, archevêque d'Esztergom, il serait à remarquer que ce nom de personne est assez répandu dans la toponymie roumaine (cf. *Borcea*, une branche du Danube, et les localités *Borcea*, *Borzesti*, etc. Iorga, *Ist. Rom.* III, 1937, p. 113). Au deuxième chapitre l'auteur lui-même appelle l'attention sur les faits toponymiques qui, dans bien des cas, sont les seuls moyens d'investigation pour connaître les conditions démographiques de ces époques plus ou moins obscures. M. Makkai a raison de mettre en relation l'immigration des Hongrois en Moldavie avec la fondation de l'évêché „couman”. Inspiré par une étude fort suggestive de M. G. Lükö (*Havaselve és Moldva népei a X—XII. században* [„Les peuples de la Valachie et de la Moldavie du X^e au XII^e siècle”] *Ethnographia — Népélet*, 1936, n. 3—4; cf. Lükö: *A moldvai csángók* [„Les Tchangos de Moldavie”]. Budapest, 1936, p. 30 ss.) l'auteur cherche à démontrer qu'avant l'invasion des Mongols bien des Hongrois étaient déjà venus s'établir en Moldavie (p. 33). Malgré cette affirmation qui, par rapport à l'opinion de R. Rosetti et d'autres savants roumains, marque un progrès réel, M. Makkai reconnaît volontiers que la majeure partie des colonies hongroises de Moldavie ne remonte qu'aux établissements qui s'y formèrent du XIV^e siècle jusqu'à nos jours. A propos du nom d'*Oituz* l'auteur fait voir, d'après les indications de M. Tamás, que le changement de *ht* en *it* qu'on y observe (l'ancienne forme du nom est *Ohtuz!*), est d'un caractère incontestablement hongrois (p. 29; le même argument est repris par M. Lükö, *Moldvai csángók*, p. 30, note, mais sans renvoi à l'ouvrage de Makkai). De cette façon, le nom d'*Oituz* fait preuve de l'existence d'une population hongroise en Moldavie, aussi bien que le nom de la rivière *Trotuş* (< *Tatáros*) dont l'origine hongroise (Makkai p. 33, note) est admise aussi par M. Giurescou (*Ist. Rom.* I, p. 276). Outre les colonies hongroises, M. Makkai attribue une importance toute particulière aux peuples de race turque qui à cette époque vivaient en grand nombre sur le territoire des

futurs voïvodats roumains. Admettant, quoique avec certaines réserves (p. 21, note) les conclusions de M. Rásonyi (*Contributions à l'histoire des premières cristallisations d'Etat des Roumains: AECO I*, p. 221 ss.) il insiste sur la prépondérance de l'élément turc dans la formation des Etats roumains (on ne comprend pas trop pourquoi M. Makkai écrit toujours *Bazaraba*, p. 21, 37, etc. où le z n'est justifié par l'étymologie, ni par la forme roumaine du mot). Quant au caractère ethnique des „Brodnici”, l'auteur n'ose pas trancher ce problème entouré de mystère, ce qui, comme attitude scientifique, est beaucoup plus prudent que la récente tentative de „roumanisation” de M. Giurescou („tinând seama de imprejurarea că la această dată asimilarea Slavilor era fapt implinit [?] socotim că nu-i lipsită de temeii ipoteza care-i consideră drept Români” o. c. p. 315). Ce problème est d'ailleurs fort semblable à celui qui se pose à propos de l'appartenance ethnique des „Bolohoveni” (v. à ce sujet les remarques juridicieuses de M. Kniezsa : *AECO I—1935*, p. 119 ss.) et des „Bârladnici” (cf. Giurescou, o. c. p. 315—7), dont M. Makkai n'avait pas à occuper dans son ouvrage.

Dans le dernier chapitre le déclin de l'évêché de Milcov est analysé avec beaucoup de soin, quoique il eût valu la peine d'approfondir l'étude des relations qui pouvaient s'établir entre les traditions de ce diocèse et la vie ultérieure des catholiques sous les voïvodes de Moldavie.

Au total, nous savons gré à M. Makkai d'avoir mis sur le tapis les problèmes qui s'attachent non seulement à l'évêché de Milcov, mais aussi à l'expansion hongroise médiévale au-delà des Karpathes. Il serait désirable qu'on fit une étude synthétique sur cette expansion, mettant à contribution, d'une façon systématique, tous les témoignages directs ou indirects qui se cachent dans les noms de lieu des deux provinces subkarpathiques.

La dernière période de l'évêché „couman” tombe sous le règne d'Etienne le Grand auquel M. Elekes a consacré un ouvrage très fouillé. Nous ne savons qu'approuver la prudence de l'auteur qui, au lieu d'embrasser tous les faits de cette longue période, a préféré borner ses recherches à deux événements: la bataille de Baia et la donation de deux châteaux transylvains (Csicsó — Ciceu, Küküllővár — Cetatea de Baltă) par Mathias à Etienne le Grand. Les historiens roumains — ne faisant qu'imiter sur ce point les chroniqueurs moldaves (cf. Elekes, o. c. p. 77, note) — se plaisent à établir une relation directe entre ces deux faits et à présenter la donation comme une conséquence naturelle de la défaite du roi de Hongrie (v. les remarques y relatives de la récente „Enciclopedia Română, Bucarest, 1938, I, pp. 732—3). M. Elekes, désireux de jeter un jour nouveau sur ces problèmes, procède de la façon la plus méthodique: à propos

de la bataille de Baia, il ne se contente pas — comme M. Giurescou (cf. *Ist. Rom.* II, 1. p. 53 ss.) — de la décrire d'après la chronique de Długosz, mais il commence par démontrer que toutes les sources, si éparses soient-elles, se laissent ramener à deux traditions, dont l'une est constituée par les ouvrages hongrois de Turóczi à Bonfini, et l'autre, par une lettre d'Etienne à Casimir, roi de Pologne (p. 29). Cette distinction permet à l'auteur de faire voir d'une manière absolument impartiale tout ce qui était de tendancieux ou d'exagéré dans les diverses présentations des faits. Il attache beaucoup d'importance à la trahison du vornic Isaïa qui, bien qu'elle marquât un tournant décisif de la bataille, est souvent passée sous silence par les historiens roumains. En même temps il n'oublie pas de souligner le fait qu'au cours du combat même le voïvode Etienne tomba pour un moment aux mains des Hongrois (p. 31; cette constatation est fondée sur la chronique du „logofăt” Hermann qui vient d'être étudiée par O. Górká et traduite en roumain dans la *Rev. Ist. Rom.* IV—VI). La conclusion à laquelle M. Elekes aboutit, est celle-ci: tous les deux camps subirent des pertes très considérables, mais la bataille elle-même finit, malgré la blessure de Mathias, par la victoire de ce dernier (p. 35). Néanmoins l'expédition punitive n'atteignit pas son but qui avait été de remplacer Etienne par un autre prétendant (Berindei) sur le siège voïvodal de Moldavie. Berindei était mort au cours de la campagne, et le roi, blessé, se vit forcé à se retirer plus tôt qu'il n'eût voulu. Tout cela n'empêcha pourtant pas Mathias d'affirmer dans ses lettres adressées à Casimir de Pologne qu'il n'avait pas l'intention de renoncer à ses droits sur la Moldavie.

En traitant des antécédents de la fameuse donation, M. Elekes juge nécessaire de faire voir que ce fut Etienne et non pas le roi „vaincu” qui fit des démarches pour rétablir les relations amicales. C'est en 1471 que l'envoyé du voïvode arrive à la cour de Mathias. Quatre ans plus tard, dans la bataille de Vaslui, Etienne peut déjà s'appuyer sur l'aide efficace des Hongrois (p. 51). A propos du secours offert par Mathias à Etienne, il est curieux de remarquer que les auteurs roumains cherchent souvent à réduire l'importance des troupes auxiliaires hongroises (M. Iorga, par exemple, dans la „Weltgeschichte” de Helmolt, ne parle que de „meistens unbedeutenden siebenbürgischen Kontingenten”, p. 469. Pour la critique de ce passage cf. Dománovszky, *La méthode historique de M. N. Iorga*, Budapest, 1938, p. 103). M. Elekes préfère énumérer soigneusement les diverses données numériques qui montrent, il faut l'avouer, des écarts très considérables (de 1800 à 26.000; M. Giurescou n'admet, lui aussi, que le minimum, c'est-à-dire „1800 Unguri”, *Ist. Rom.* II, 1, p. 60). Dans cette partie du livre l'argumentation de M. Elekes est d'ailleurs si rigoureusement logique que c'est sans doute le meilleur moyen pour infirmer l'accusation souvent répétée que Mathias n'ait

pas suffisamment soutenu Etienne dans ses luttes contre les Turcs. M. Elekes essaie de prouver que même l'idée de la défense de la chrétienté, qui a si considérablement contribué à la formation de la conscience politique roumaine, semble avoir pénétré dans les voïvodats par l'intermédiaire du royaume de Mathias. Ce qui est certain, c'est que les relations d'Etienne avec les Hongrois devinrent de plus en plus intimes: au 1489, à l'occasion du mariage du fils du voïvode avec la fille de Barthélémy Drágffy c'est Mathias lui-même qui se charge des frais des fêtes nuptiales. A ce propos il eût été utile de renvoyer au grand rôle que Drágffy jouera plus tard dans la guerre polono-roumaine de 1497 (cf. Giurescou, o. c. p. 79). Dans ces conditions la célèbre donation dont l'auteur fixe la date à 1489, apparaît comme une conséquence naturelle de ces relations amicales, qui n'a rien à voir avec le souvenir de la bataille de Baia. A ce propos l'auteur proteste énergiquement contre l'opinion roumaine suivant laquelle les dépendances de ces deux châteaux formeraient autant d'enclaves transylvaines du voïvodat de Moldavie.

Rappelons encore que la conclusion, qui est à peine esquissée à la dernière page („la Hongrie de Mathias, cette grande puissance du moyen âge, approchait lentement de la catastrophe; sa chute entraînera celle des petits pays qui s'étaient appuyés sur elle" p. 81), mériterait d'être développée dans une étude à part. C'est là une conception toute neuve dont même les contours ne se dessinent pas suffisamment dans les synthèses courantes de l'histoire roumaine.

Et voici le troisième ouvrage qui a trait aux antécédents immédiats de l'histoire moderne des Roumains de Transylvanie. Grâce à ses patientes recherches dans les archives de Budapest et de Vienne, M. Tóth a réussi à apporter une série de contributions fort précieuses à la connaissance des problèmes qui s'attachent à l'éveil du sentiment national roumain. Son ouvrage — qui, un peu en désaccord avec le titre, n'embrasse que les événements antérieurs à la révolte de Horia (1784) — se compose de deux parties nettement distinctes: dans la première l'auteur étudie l'influence du protestantisme, du catholicisme et de l'orthodoxie sur la formation spirituelle des Roumains de Transylvanie; et dans la seconde, il s'occupe de l'activité et des idées de l'évêque Innocent Micu-Klein, la grande figure représentative de cette époque, ainsi que de la réaction que les efforts de Klein provoquèrent auprès des Ordres transylvains et de la cour viennoise.

A propos du premier chapitre — qui est précédé d'une préface fort judicieuse sur les buts des études consacrées aux relations hungaro-roumaines — il convient de préciser un fait. L'auteur a certainement raison en disant que la diversité des religions et l'union d'une partie considérable des Roumains à l'Eglise catholique ont joué un rôle décisif dans l'affermissement de la conscience collective de la

nationalité roumaine. De fait, personne ne pourrait méconnaître, sous ce rapport, l'importance du protestantisme qui contribua puissamment à l'expansion littéraire de la langue du peuple, et à plus forte raison, celle du catholicisme qui, malgré l'opposition acharnée de l'orthodoxie, réussit à ramener les Roumains dans la sphère d'attraction de la culture occidentale. Néanmoins il nous paraît certain que les différences religieuses ne suffirent pas, à elles seules, à faire comprendre cette éclosion subite du sentiment national qu'on découvre sans peine dans les écrits d'Innocent Micu-Klein, chez qui la théorie humaniste de la continuité latino-roumaine apparaît, en 1735, comme un programme politique (cf. p. 25). Nous sommes d'avis que parallèlement à l'effet des circonstances religieuses, aussi l'accroissement rapide du nombre des Roumains en Transylvanie donna de l'appui à cette tension intérieure qui ne tarda pas à se révéler par les requêtes contenant les exigences roumaines. Les Roumains d'aujourd'hui se plaisent souvent à se vanter, par rapport à n'importe quelle époque, de leur „écrasante majorité" en Transylvanie (cette formule revient, à la même page, au moins trois fois sous la plume de S. Dragomir, cf. „La Transylvanie", Bucarest, 1938, p. 338) et à rappeler qu'au cours du XVIII^e siècle bien des paysans „opprimés" se virent obligés de chercher refuge au-delà des Karpathes (cf. une étude d'E. Metes, o. c. p. 272, sans aucun renvoi précis). Toutes ces affirmations tendancieuses ne servent qu'à masquer la réalité des faits et à faire oublier que c'est précisément au XVIII^e siècle que l'immigration massive des Roumains d'outre-mont fit accroître d'un pourcentage très élevé le nombre des Roumains de Transylvanie (cf. A. Dománovszky, o. c. p. 39 ss.). Il est curieux de voir que l'historiographie roumaine du XIX^e siècle était, au moins à cet égard, plus objective: en 1865, par exemple, N. Tincu-Velea n'hésita pas à reconnaître que dès le XVII^e siècle des masses paysannes bien considérables vinrent s'établir en Transylvanie (cf. *Istoria bisericească politico-națională a Romanilor preste tot*. Sibiu, 1865, p. 143). L'auteur de l'étude que nous examinons, fait allusion, dans un autre passage, aux résultats des recensements successifs (cf. p. 7), mais il n'essaie pas de découvrir une connexion de causalité entre ceux-ci et un des arguments les plus chers à l'évêque Micu-Klein: „Singulis in Transylvania receptis nationibus major et totius Transylvaniae membrum maximum"; „non modo antiquissima, verum etiam numerosissima (natio)" (cf. p. 43 note et p. 25; pour l'interprétation de cet argument v. encore Iorga, *Istoria Românilor*, VII. Reformatorii. Bucarest, 1938, p. 234). Il eût été d'ailleurs utile d'ajouter que cet argument pénétra bientôt dans la conscience collective, sinon du peuple (auquel M. Tóth fait parfois allusion, cf. p. 32), mais au moins des classes cultivées, ce que nous pouvons prouver d'une façon concrète par une pétition des Roumains de Hunyad, adressée au préfet Ladislav Balogh: „Nous ne

pouvons que nous étonner et nous demander pourquoi vous, les Hongrois, vous nous opprimez pareillement et nous imposez le joug de la corvée, car nous sommes et avons toujours été (!) plus nombreux que vous et chose encore plus importante, sommes plus anciens que vous dans ce pays, nous, les descendants des Daces" (cité par E. Meteş o. c. p. 273, d'après les mémoires, d'un noble hongrois, Georges Rettegi. Pour le texte hongrois cf. Hazánk, I—1884, p. 383).

On regrette donc que l'étude des mouvements démographiques du XVIII^e siècle qui, à notre avis, ne manquèrent pas d'exercer une influence décisive sur les prétentions roumaines, s'efface un peu devant l'analyse des conditions religieuses. Espérons que le jeune auteur qui, à cet égard, a déjà montré sa compétence par le commentaire approfondi d'un rapport jusqu'ici inconnu adressé au Conseil d'Etat en 1769 (cf. p. 74 ss.), s'efforcera de pousser plus loin ses investigations, afin de pouvoir donner un jour un tableau complet de la vie spirituelle des Roumains transylvains du XVIII^e siècle.

Après ces considérations d'un caractère général qui touchent à la structure même de l'ouvrage en question, nous avons encore à faire quelques remarques plus détaillées.

P. 9 ss. Sur quoi M. Tóth a-t-il fondé l'affirmation que le catholicisme de 1544 (pour lequel il aurait dû consulter les études de N. Sulica et de F. Michaelis, cf. I. R é v é s z : AECO III—1937, pp. 294—5) fût l'oeuvre de Coresi? Même les plus récents travaux d'histoire littéraire roumaine (p. ex. N. Drăganu, *Histoire de la littérature roumaine de Transylvanie*, Bucarest, 1938, p. 17) n'apportent à ce problème aucune précision. Quant à l'activité de Coresi, il eût été d'ailleurs nécessaire de résumer d'une manière plus exacte les résultats des recherches y relatives.

P. 16. A propos de l'accueil que la population roumaine de Transylvanie fit à l'union, M. Tóth ne signale pas la résistance très énergique d'une série de villages orthodoxes. Sur ce point les chercheurs roumains renvoient précisément aux documents conservés aux Archives de Budapest (cf. „La Transylvanie" p. 299). Il convient de signaler encore le fait reconnu par les Roumains eux-mêmes — que parmi les laïques d'alors presque personne ne savait ce que c'était que l'union (cf. *ibid.* p. 320 ss.).

P. 25. ss. Nous sommes heureux de voir que M. Tóth apporte bien des détails précis à l'histoire de la diffusion de la thèse daco-roumaine. Son plus grand mérite est d'avoir comblé la lacune qui jusqu'ici avait séparé les ouvrages des chroniqueurs moldaves et de Démétrius Cantemir de l'activité de l'école transylvaine (cf. Tamás: AECO II—1936, p. 65 ss.). Il a raison d'insister sur l'activité de Samuel Timon et d'autres historiens jésuites qui ont certainement contribué, quoique involontairement, à éveiller la conscience natio-

nale des Roumains (p. 30). Sous ce rapport rien n'est plus significatif que le fait que la „Hungaria” de Nicolas Oláh fut publiée par M. Bél juste en 1735, c'est-à-dire à la même date où Innocent Micu-Klein essaya pour la première fois d'étayer ses exigences d'arguments historiques.

P. 31. La fondation de l'école de Balázsfalva-Blaj eût mérité une analyse plus détaillée. L'auteur ne dit rien sur l'influence que le système pédagogique des écoles catholiques de l'époque exerça sur ce premier institut d'études supérieures des Roumains transylvains. En même temps on aurait pu rappeler qu'à Balázsfalva-Blaj la thèse de la continuité prit bientôt une allure locale dont un reflet pénétrera même dans la relation de voyage de De Gérando: „Les popes valaques vous diront avec sang-froid que l'évêché de Balásfalva a été fondé par Justinien, sous prétexte que cet empereur avait établi un évêque en Dacie” („La Transylvanie”, I, p. 211).

P. 48. Le vers „Aveam nădejde de păzitori despre apus” est mal traduit. L'auteur, ayant confondu *păzitor* avec le radical *pace* „paix”, l'a interprété en hongrois par „békeltető” („pacificateur”) alors que le mot signifie incontestablement „gardien” (cf. *a păzi* „garder”).

P. 52. Au moment où Innocent Micu-Klein demanda d'être élevé au rang de baron, il a pu s'inspirer aussi de l'exemple de Pataki qui avait obtenu ce titre en 1723.

P. 63. Le procès intenté à Gabriel, fils de l'archiprêtre roumain de Rüks est caractéristique non seulement pour les relations qui existaient entre les nobles hongrois et les Roumains, mais aussi pour l'état de la littérature roumaine. Ce cas mériterait de passer dans les manuels d'histoire littéraire. C'est pourquoi nous croyons devoir le résumer en quelques mots. Gabriel, l'accusé, avoue d'avoir étudié un peu la „littérature” roumaine. Pour s'en convaincre, les autorités départementales veulent le soumettre à un examen. Comme, malheureusement, elles n'ont à leur disposition aucun ouvrage qui soit imprimé en roumain, on se résigne à dicter à l'accusé quelques phrases roumaines, que celui-ci ne réussit à orthographier qu'en commettant une série de fautes... C'est un témoignage aussi manifeste du manque total de la „conscience littéraire” qu'un passage remarquable de Hauterive auquel nous avons déjà renvoyé à plusieurs reprises (cf. la revue Apolló, I—1935, pp. 351—2).

P. 64. En parlant de l'incompréhension des Hongrois vis-à-vis des mouvements roumains du XVIII^e siècle, M. Tóth aurait pu tenir compte de l'aveu de Georges Rettegí qui fait presque pressentir les paroles prophétiques d'un Wesselényi ou d'un Széchenyi: „Je dois avouer que je crains ces Roumains: si quelqu'un leur inculque de semblables idées” (il est question, bien entendu, de la thèse de la continuité et des revendications qui en découlaient), „ils peuvent bien vite nous exterminer, car en Transylvanie il y a certainement dix fois

plus de Roumains que de Hongrois" (traduction de E. Meteş, „La Transylvanie", p. 273, d'après Hazánk, 1884—I, p. 383).¹ Dans ces lignes il y a, certes, une erreur quant au nombre des Roumains, mais ceci ne diminue nullement l'importance de cette confession qu'on fit en 1761, plus de vingt ans avant la révolte de Horia! Ce passage est d'autant plus important qu'il nous permet de saisir sur le vif la pénétration de ces idées perturbatrices de haut en bas, c'est-à-dire de l'„intelligence" vers les classes incultes...

Au total, l'étude de M. Tóth fait preuve d'une utilisation fort consciencieuse des sources, et d'une objectivité scientifique digne de tout éloge. Elle révèle d'une façon significative l'attitude de la jeunesse hongroise vis-à-vis des problèmes historiques qui sont en connexion étroite avec les événements politiques contemporains.

Ladislás Gáldi.

IORGU IORDAN: *Gramatica limbii române*. Bucuresti, (1937). Cartea Românească. VIII+255 p. 8°.

Ce bon manuel de M. Iordan — dont l'„Introducere la studiul limbilor romanice" (Iași 1932) vient de paraître dans le remaniement anglais de M. Orr — est destiné à l'usage du public roumain cultivé. C'est donc „la grammaire des Roumains", semblable un peu, au moins dans ses traits essentiels, à la „Grammatica degl' Italiani" de Trabalza-Allodoli (5^e éd., Florence, 1938) qui actuellement fait autorité en Italie. Entre les deux ouvrages, au point de vue méthodologique, il y a pourtant une différence essentielle: tandis que la grammaire de Trabalza-Allodoli tient compte non seulement de l'usage des écrivains contemporains, mais aussi de celui des grands classiques du passé (remontant quelquefois jusqu'à Boccace!), la synthèse de l'auteur roumain est purement descriptive, avec une application rigoureuse des principes de linguistique synchronique de l'école de Genève. Cette différence a pour corollaire une autre: dans la grammaire italienne les exemples sont presque toujours des citations tirées des grands écrivains, dans la grammaire roumaine, en revanche, on observe un enregistrement plus fidèle et plus subtil de l'usage de la langue parlée d'aujourd'hui.

¹ Rien ne prouve mieux la lucidité d'esprit de Rettegi, ce personnage peu connu de l'historiographie transylvaine, que la remarque qu'il ajoute à ce passage: „*Mind az uniónak gyümölcse fog lenni ez is*" („*Tout cela sera le fruit de l'union*"), cf. Hazánk, I—1884, p. 383. Un peu plus bas il fait encore une observation qui eût valu la peine d'être contrôlée par M. Tóth: „*Mindenfelé azt beszélük, hogy reformátusok ültették volna fel az oláhokat, hogy az uniónak renúnciáljanak*" („*On raconte partout que les réformés auraient stimulé les Roumains à rompre avec l'union*), *ibid.* Pour l'activité de Rettegi cf. Szinnyeï, *Magyar Irók*, XI, p. 834.

En fait de phonétique, l'auteur attache une attention toute particulière aux cas de flottement qui, comme on sait, sont bien nombreux en roumain. A propos des formes de singulier du type *grije* (au lieu de *grijă*) il serait nécessaire de signaler que *ușe*, *grije* etc. se rencontrent actuellement non seulement dans la langue de Bucarest, mais aussi chez les auteurs d'origine transylvaine (p. e. Goga). En parlant du flottement entre *ă* et *â* M. Iordan a raison de remarquer que la forme *romănesc*, employée souvent par M. Iorga, n'est guère justifiée par la phonétique (p. 8, note). Quant aux diphtongues (p. 10), on serait heureux de les voir groupées, dans la seconde édition au moins, suivant quelque principe de classement. A côté de *tualetă* (p. 4) on dit aussi *toaletă* (cf. *coafor* < *coiffeur* et non *cuafor*). A propos de l'utilisation sémantique des différences d'accent M. Iordan, s'appuyant, à cet égard, sur ses observations personnelles, signale la différence qui existe entre *ceremonie* „festivitate” et *ceremonie* „formă de politeță in raporturile sociale” (p. 37). Les objections qu'il fait à une définition manifestement erronée de la place de l'accent en roumain,¹ sont exigées par le bon sens.

La morphologie s'ouvre par des considérations théoriques qui remontent aux idées bien connues de M. Vendryès sur les parties du discours et leur nouvelle division (cf. *Le langage*, p. 136 ss.). La terminologie proposée par M. Iordan n'est pas tout à fait heureuse; l'expression *simple forme*, au sens de „mots-outils”, prête à confusion. Dans les paragraphes qui ont trait aux pluriels comme *blăni* ∼ *blănuri* (pp. 85—6, 96) il eût été utile de faire état des remarques très judicieuses de M. Caracostea (cf. Gândirea, XV—1936, p. 224). A propos des substantifs neutres, M. Iordan fait voir qu'à côté des pluriels en *-e* et en *-uri* il existe encore un troisième type, celui des substantifs en *-iu* ∼ *-ii* (*consiliu* ∼ *consilii* et d'autres néologismes pareils, cf. p. 90). Le nouveau groupement des types de déclinaison, fondé non pas sur les différences de genre — comme dans la plupart des grammaires — mais sur les terminaisons des formes de singulier (*-ă*, *-a*; *-u* ou consonne; *-e*) est calqué sur le système des déclinaisons latines ou plutôt sur le système morphologique du substantif italien. Malgré les principes incontestablement justes qui ont guidé l'auteur dans cette tentative de reclassement (cf. pp. 85—6, note), celle-ci a l'inconvénient de renfermer dans une seule et même catégorie des types essentiellement dissemblables (*casă* ∼ *case*; *măseă* ∼ *măsele*; *tată* ∼ *tăți* p. 87). La déclinaison des substantifs munis d'article défini s'efface trop devant la grande richesse des formes inarticulées ou munies d'article indéfini. Ce qui est dit de l'état actuel des substan-

¹ „Spiritul limbii românești cere să punem accentul pe silaba ultimă a unui cuvânt, când acesta se termină cu o consonantă și pe silaba penultimă, când ultima se termină cu o vocală (pp. 37—8, note; mais cf. *súflet*, *cúget*, *pălid*, *Ūngur*, etc.)

tifs du type *codru* est très juste et mérite de retenir notre attention.² En ce qui concerne la conjugaison, il y aurait lieu de signaler, à côté de la forme écrite *sunt*, aussi la variante *sânt* qui est certainement très répandue dans la langue vivante.

La syntaxe est malheureusement trop sommaire, et sur ce point le manuel de M. Iordan demande à être complété par les résultats de l'excellente Syntaxe Roumaine de M. Sandfeld (cf. AECO III. pp. 270—2). La définition de la phrase n'est pas assez précise³ et peut être facilement réfutée à l'aide d'exemples puisés dans la grammaire de l'auteur lui-même (p. ex. *unde nu-i cap, vai de piciorul* p. 228).

Ces quelques remarques n'ont naturellement pas le but de diminuer la valeur de l'ouvrage de M. Iordan qui sera, nous en sommes convaincus, un guide sûr du public roumain dans ses incertitudes de langue et de composition, et qui pourra servir, à l'étranger aussi, d'introduction à l'étude des problèmes actuels de la structure interne de la langue roumaine.

Ladislav Gáldi.

ANGELO LEOTTI: *Dizionario albanese-italiano*. Prefazione del prof. Norbert JOKL dell'Università di Vienna. Roma — Istituto per l'Europa Orientale — 1937, XXIV+1710 pp., 8°. Pubblicazioni dell'Istituto per l'Europa Orientale — Grammatiche e Dizionari III.

La lexicographie albanaise dont les débuts remontent au XVII^e siècle¹ est d'ores et déjà enrichie d'un excellent ouvrage, fruit de vingt ans de patient labeur. Nous le devons au zèle infatigable de M. Leotti. Il est sûr que ce dictionnaire de langue albanaise trouvera l'accueil le plus empressé auprès de tous les albanologues qui ne pourront désormais se passer de ce magnifique instrument de travail.

Un des plus grands mérites de notre dictionnaire c'est l'exubérante richesse des formes verbales, des locutions proverbiales, des tournures de la langue parlée et écrite. Par conséquent, ce n'est pas seulement une synthèse lexicologique, mais un véritable miroir qui reflète fidèlement le génie et la civilisation du peuple albanais. Le problème de l'albanais littéraire a constitué, certes, la difficulté la plus sérieuse pour le rédacteur du dictionnaire. La langue, telle qu'elle se présente ici, a un caractère visiblement tosqe,

² „Substantivele terminate în *u* sonant, de felul lui *codru, suflu* etc. au forma articulată egală cu cea nearticulată” (p. 102).

³ „Se numește propoziție... orice gând exprimat cu ajutorul unui verb care stă la unul din modurile propriu zise” (p. 216). Et les phrases nominales?

¹ Cf. Mario Roques, *Le dictionnaire albanais de 1635*. Edité avec introduction et index complet... etc. Paris, 1932. Bibliothèque de l'École Nationale des Langues Orientales Vivantes.

le guège (dialecte du nord) n'y joue qu'un rôle secondaire.² Une question également délicate a été celle des mots d'emprunt turcs et celle des néologismes. Les éléments turcs, particulièrement nombreux en bulgare et en albanais, ont été bien souvent remplacés par des mots populaires ou par des néologismes.³ C'est pourquoi l'auteur n'enregistre que les mots turcs les plus répandus en indiquant souvent les synonymes par lesquels ils peuvent être remplacés (p. ex. *hyqymét* 'governo' — *sundim*, *qeveri*, ajoutons à ces deux *dovlet* < turc *devlet*; *xhenét* — *parrájs*, etc.). Nous ne pouvons nullement réproucher l'auteur d'avoir omis des néologismes tels que *sinqeritet*, *çifutism* 'juiverie', *dishfat* 'malheur' (= *fatkeqësi*); néanmoins la présence de *imigratë* 'immigrazione', *konditë* 'condizione' nous fait songer involontairement à l'absence de *informatë* 'informazione', *shituatë* 'situazione', etc. Nous trouvons dans ce dictionnaire *llustro*, *llustrë*, tandis que *lluso* 'lusso, luxe' fait défaut.

Le suffixe turc *-gi* est d'une productivité remarquable dans les langues balkaniques.⁴ Aussi n'est-t-il pas étonnant de voir enregistré le mot *dhëmbëxhi* 'dentista' en même temps que la forme renouvelée *dhëmbëtár* (*dhâmbtar* en guègue, v. Godin) fait défaut. En roumain on observe un flottement morphologique semblable p. ex. entre *laptagi* et *lăptar* 'marchand de lait'. Un certain nombre de mots albanais connaissent une double prononciation avec ou sans *h*-initial. M. Leotti cite de préférence les variantes plus répandues p. ex. *angurë* 'ancora', *i alivanósur* 'stordito, svenuto' et supprime *hangurë*, *i halivanósur*. Voici encore quelques variantes négligées de mots divers: *kalkiç* 'a cavalluccio' (dans le dictionnaire: *kalikaç*, *kalkaç*), *kamshik* 'frusta, flagello, sferza' (*kamçik*, *kamxhik*), *nërshtypje* 'impressione' (*nështypje*), *i panúmurtë* 'innumerevole' (*i panúmertë*, *qajáh* 'intendente' (*qehahá*), *tantellë* 'merletto, pizzo, ricamo' (*dantellë*), *valizë* 'valigia' (*valicë* parmi les mots commençant par *v*-; v. la forme *valizë* s. v. *pláçkë*).

Les travaux lexicographiques n'ont point de fin. Cette vérité ayant une valeur absolue nous ne croyons diminuer en rien les mérites de l'ouvrage de M. Leotti par les menues remarques critiques qui suivent. Nous nous bornerons à combler quelques petites lacunes qu'un sondage rapide nous a révélées. Le mot *cingàre* ne signifie pas seulement 'sigaretta' mais aussi 'clochette, grelot', p. ex. *cingárja*

² Par contre, le dictionnaire de M. A. Freiin von Godin, *Wörterbuch der albanischen und deutschen Sprache. Band I. Deutsch-Albanisch* (Leipzig, 1930), se base sur le parler septentrional.

³ Notons, en passant, que l'écrivain bulgare Vazov après avoir largement emprunté au turc (et au russe) s'est donné ensuite la peine d'épurer sa langue des éléments étrangers. Cf. Petr Christophorov, *Ivan Vazov. La formation d'un écrivain bulgare (1850—1921)*. Paris, 1938, p. 206.

⁴ Cf. Sandfeld, *Linguistique balkanique*, p. 92.

e dhivet. — Au mot *koklë* 'nodo, ingarbugliamento, massa' il eût été instructif de citer une phrase dans le genre de celle-ci: një litar i lidhur *kokla kokla* (cf. en italien *legato stretto stretto*; le rôle de la répétition en roumain a été étudié par M. J. Byck: *Bulletin Linguistique* publié par A. Rosetti, II—1934, p. 67 ss.). — Manquent également quelques mots dérivés, composés et simples: *lingëthi* 'vitesse, rapidité' (kalorësit me ~ po çanin udhën, cf. *Kapedani i Jeniche-rëve...* prej James M. Ludlow... përkthyer shqip... nga A. S. Frashëri. Boston, 1923, p. 18); *veriperëndim* 'nord-ouest'; *vete-bindje* 'maîtrise de soi, continence' (Do të t'mësoj në ~, ib. p. 60); *vo-cërrak* 'enfant, gosse' (Vocrrakët e vocrraket dalin mbas mësimi nd' oborr, cf. Abetar për shkollat popullore shqipe prej Ndue Palucës, s. I. 1921, p. 80) et d'autres que nous ne pouvons pas énumérer dans les cadres restreints de ce compte-rendu sommaire.⁵

L'ë "caduc" ne constitue pas la moindre difficulté de l'orthographe albanaise. D'habitude l'auteur ne prend en considération que les variantes à *ë*: *afëro* 'circa, quasi', *mirëmingónjë* 'formica', sans citer *afró*, *mirmingónjë*. Il est vrai d'autre part que dans certains cas les renvois d'une forme à l'autre ne manquent pas, p. e. *kthjëllet*—*këthjëlletë*. Le dictionnaire enregistre de préférence les formes à *-u-* (ou fr.) des mots tels que *gjunáh* 'peccato, fallo', *fluturónj* 'volare, far volare' *rrutullónj* 'avvolgere' en négligeant *gjynáh* (y = u fr.), *flytyrónj*, *rytullónj*. Notons cependant que le substantif *fluturim*—*flytyrim* 'volo' figure sous ses deux aspects.

Le nombre des fautes d'impression est assez élevé, ces fautes pourtant, la plupart du temps, ne sont pas de nature à porter préjudice à l'utilité de l'ouvrage. Le lecteur attentif n'aura pas de peine à corriger lui-même *bukurshrim* (r. *bukurshkrim* 'calligrafia'), *lanë púnë-rat për të d ý t ë n* (r... për të ditën p. 117, col. 2., l. 16), *sepse a d h e na* (r. *sepse edhe na*, p. 173, col. 2., l. 24), *fiskëri* (r. *fishkëri* 'avvizi-

⁵ Les linguistes auraient sans doute approuvé une méthode de rédaction permettant de faire état aussi de provincialismes moins usités. Ainsi aucun des mots étudiés par M. Jokl dans ses *Balkanlateinische Studien* (Balkan-Archiv IV—1928, p. 194 ss.) et dans son article intitulé *Zu den lateinischen Elementen des albanischen Wortschatzes* (Glotta XXV—1936, p. 121—34) ne figure dans le dictionnaire. Ce sont *gjogë* 'Elfe, Tanzelfe', *koftór* 'Herd', *fojletë* 'Celtis australis', *zmolje* 'Brachland, Brache, Brachfeld'; *pashtrak* 'Gemeinweide, Weidebuße' *shengjetë* 'Vorzugsteil dessen, der das Jagdtier blutig macht' et *mahajër*, *mahajra* 'Brachfeld'. Le beau livre du baron Nopcsa *Bauten, Trachten und Geräte Nordalbanians* (Berlin und Leipzig, 1925) contient également un certain nombre de termes plus ou moins dialectaux que nous serons heureux de voir insérés dans le second volume du dictionnaire de v. Godin. On pourrait ajouter encore le tosque *brashnjë* 'abgetragener Schuh; serviler Mensch' dont parle M. Jokl dans son étude *Südslawische Wortstratographie und albanische Lehnwortkunde*: Mélanges publiés en l'honneur de M. Ljub. Miletič, 1933, p. 119 ss.

mento'), *gjitësëj* (r. *gjithësej* 'in tutto, totalmente'), les formes *kékura*, *kékuri* (bis) dans l'article *hékur* 'ferro', *një tjátër mjërim* (r. *mjerim* p. 747), *il potente* (r. *impotente* s. v. *i përgjósur*), *qéna* (ce mot, par erreur de fiche, se trouve placé après *qenél*), *që të qy këmbët* (r. *që të dy k. s. v. shkel*), *do të tryenj* (r. *do të thýenj*, p. 1536) et d'autres de moindre importance encore. Si le mot *kafshë* 'animal' est faussement coupé en deux (*káfs-hë*: p. 1523, s. v. *ther* 'sgozzare, uccidere'), il ne faut y voir qu'une inadvertance du compositeur qui a passée inaperçue.

Mais il nous tarde de répéter en terminant que, nonobstant les menues imperfections signalées dans les lignes précédentes, une place d'honneur revient au dictionnaire de M. Leotti parmi les chefs-d'oeuvre de l'activité philologique de l'Italie d'après-guerre.

L. Tamás.

LOMBARD, ALF: *La prononciation du roumain*. Extrait des Mémoires de la Société de Linguistique d'Upsal 1934—36. Uppsala, 1935. A. B. Lundequistska Bokhandeln. 103—176 pp. 8^o.

Cette étude approfondie sur la prononciation du roumain septentrional est destinée à trouver un accueil également chaleureux auprès des romanistes et des linguistes balkanisants.¹ Il convient de faire remarquer dès le début que l'auteur évite toute considération d'ordre phonologique (ce dernier mot pris dans l'acception que lui confère l'école de Trubetzkoy), ce qu'il s'est proposé de faire c'est la description „impressioniste" de la phonétique du roumain parlé telle qu'elle se présente dans la bouche d'un jeune Bucarestois de la classe cultivée. Le théoricien pourrait en tout cas objecter que la langue de la capitale roumaine (et celle des capitales des autres pays) n'est pas encore suffisamment explorée et que le problème de l'unité de la langue des classes cultivées comporte également des points obscurs, de manière que la prononciation décrite par l'auteur n'a aucunement la prétention d'être considérée comme la seule prononciation modèle possible. Au point de vue du „roumain commun" il ne serait pas sans intérêt d'entreprendre des recherches analogues sur la prononciation des classes cultivées de Iași, de Cernăuți, etc.

En dehors des sept voyelles du roumain (cf. la classification récente de M. Rosetti: *Bulletin Linguistique* V—1937, p. 200) M. Lombard analyse encore six autres éléments vocaliques qui, cependant, ne s'emploient que dans les diphtongues. Un son vocalique dont la présence en roumain parlé est assez surprenante au prime abord

¹ Rappelons l'attention de ces derniers sur l'ouvrage d'un autre savant suédois: R. Ekblom, *Zur bulgarischen Aussprache: Studier i modern språkvetenskap*, VI—1917, Uppsala, et sur celui de M. G. S. Lowman, *The Phonetics of Albanian* (Reprinted from *Language* VIII—1932).

-- le système des voyelles roumaines ne connaissant pas de labio-palatales — et celui de *ö* qu'on rencontrerait dans la diphtongue *-eo-* (pron. *öö*). D'une manière curieuse ce sont des savants étrangers qui, les premiers, l'ont signalé en roumain (Weigand, Gamillscheg, Lombard).² Quant à la description des voyelles assez spécialement roumaines *ă* et *î* on tiendra compte des recherches récentes de M. Rosetti.³

Dans le domaine des consonnes nous retrouvons la même acuité d'observation. Parmi les sons analogues aux palatales mouillées roumaines *k'*, *g'* citons aussi les consonnes albanaises dans les mots *gjithë*, *qytët*, etc. En dehors des phénomènes qui se rencontrent un peu partout et plus ou moins à toutes les époques (p. ex. perte de la fermeture de *m* devant *f*, *v*, passage de *n* à la vélaire nasale sonore devant *k*, *g*), l'auteur a le mérite de nous renseigner sur nombre de particularités assez mal connues jusqu'ici. Notons enfin que le rôle de l'affectivité, de l'emphase, est très sommairement étudié. Le chapitre consacré à la dévocalisation des phonèmes sonores, par contre, est à plus d'un égard entièrement nouveau.

L. Tamás.

MIKLÓS MESTER: *Az autonóm Erdély és a román nemzetiségi követelések az 1863—64. évi nagyszebeni országgyűlésen.* („Das autonome Siebenbürgen und die Forderungen der rumänischen Nationalität an der Landesversammlung zu Hermannstadt in 1863—64.”) Budapest, 1936. 268 S. 1 B.

Das hier besprochene Werk des jungen Geschichtsforschers stellt einen bisher ziemlich unklar gebliebenen Abschnitt der siebenbürgischen Geschichte dar, und zwar mit einer Objektivität, die bei der Behandlung von solchen vielumstrittenen Fragen, wenn auch nicht alleinstehend, doch nicht alltäglich sein dürfte. Das heute noch unge löste Problem des Zusammenlebens der siebenbürgischen Völker, verleiht dem Buch ein weit über die streng wissenschaftlichen Interessen hinausragende Bedeutung, und — wie Verfasser selbst betont, — ergeben sich aus seinem Werk auch eine Reihe praktischer Gedanken. Wir wollen aber nur über dessen wissenschaftliche Ergebnisse Bericht erstatten.

Die Landesversammlungen, von denen die Rede ist, bilden im staatsrechtlichen Sinne die letzte Äußerung des selbständigen Siebenbürgens. An der Wende des ständischen und des liberalistischen Zeitraumes, in den Tagen der großen Krise des Nationalismus und des siebenbürgischen Patriotismus, wurden die vier Faktoren des sieben-

² V. sur cette diphtongue aussi les observations de M. Graur: Bulletin Linguistique III—1935, p. 40—45.

³ Bulletin Linguistique III—1935, p. 85 ss., et ib. IV—1936, p. 53 ss.

bürgischen öffentlichen Lebens: Wien, die Ungarn, die Rumänen und die Sachsen, durch den zwingenden Sturm der liberal-demokratischen Ideen vor eine neue Lage gestellt. Das Oktober-Diplom und das Feber-Patent zeigen die Anpassung des österreichischen Absolutismus an die Zeitgedanken. Die drei siebenbürgerischen Völker neigten schon in der ersten Hälfte des Jahrhunderts den neuen Ideen zu, aber, ihrer politischen Lage und Zielsetzung gemäß, gewannen die national-liberal-demokratischen Grundprinzipien bei jedem eine verschiedene Färbung.

Für das Ungartum bedeutete die neue Zeit vor allem die staatsrechtliche Unabhängigkeit und die Einheit des nationalen Staates. Dem gab in Siebenbürgen die bedingungslose Aufrechterhaltung der mit Ungarn in 1848 geschlossenen Union Ausdruck. Man kann den Ungarn nicht übelnehmen, daß sie im Kampfe mit Wien, die unionsfeindliche Haltung der Rumänen und Sachsen als einen Rückenangriff betrachteten. Doch, obwohl sie die Einheit der Kronländer nie bestreiten ließen (das wollten die Rumänen und die Sachsen auch nicht), wollten sie in der Nationalitätenfrage nichtsdestoweniger die Folgen des Liberalismus tragen und schufen im Gesetzesvorschlag von 1861 ein vollkommenes Nationalitätengesetz, mit dem im heutigen Europa nur jenes der Esten verglichen werden kann. Das Siebenbürger Ungartum, beim Aufrechterhalten seiner politischen Führung, gab ungezwungen Zeichen seiner Bereitwilligkeit zur brüderlichen Zusammenarbeit mit den Nationalitäten.

Das begnügte aber hauptsächlich die Rumänen nicht. Sie zogen den persönlichen Freiheitsrechten ihre nationale, kollektive Gleichberechtigung vor. Immer wieder verlautet es seitens rumänischer Politiker, daß sie keine Freiheit ohne Nationalität brauchen. Der siebenbürgische rumänische Nationalismus, welcher damals schon auf ein Jahrhundert zurückblicken konnte, war eine eigenartige Verschmelzung der ständischen politischen Denkart und der aus Deutschland stammenden romantischen Nationsbetrachtung. Einerseits bezogen sie sich mit Vorliebe auf geschichtliche Traditionen und Prioritätsrechte (d. h. sie seien die Urbewohner des Landes) — und ihr heißester Wunsch war als vierte in die Reihe der ständischen Nationalen aufgenommen zu werden — anderseits aber erfüllte sie die moderne Ideenwelt der politischen und sprachlichen Gleichberechtigung und der romantische Glauben an die Kraft und Sendung der Nation und der Muttersprache. Bărnuțiu, der führende Theoretiker des damaligen rumänischen Nationalismus, verkündigte auf philosophischer Grundlage, fast dem heutigen sog. Existenzialismus vorangehend, neben dem natürlichen Rechte des Individuums auch das natürliche Recht der Nation.

Den sich aus dieser Idee ergebenden Schluß, nämlich den Gedanken des „totalen Nationalstaates“, vermochten aber die rumänischen

Politiker der Zeit nicht zu ziehen, schon darum nicht, weil — wie es der rumänische Gesandte. A. Vlad aussprach — an die nahestehende Möglichkeit der politischen Verwirklichung der großrumänischen Einheit (Dakoromanismus) selbst die „kühnste Einbildungskraft“ nicht haben glauben können. Im Gegenteil, waren sämtliche ernste rumänische Politiker der 1861—64-er Jahre selbstbewußte Siebenbürger Patrioten. G. Barițiu hielt den Dakoromanismus für ein Schreckensbild, das man vertreiben muß, und schlug ein Gesetz vor, welches verhindern sollte, daß durch Kolonisation oder Einwanderung das zahlenmäßige Verhältnis einer der drei siebenbürgischen Nationen für die anderen gefährlich werde. Der griechisch-katholische Erzbischof A. Sulutiu meinte, der Dakoromanismus könne nur in „nährische Gehirne“ einschleichen und gerade er sprach am Landtage aus, daß „derjenige, der in irgendwelcher Gemeinde fremdsprachige Volksschulen einrichten will, nicht von gutem Willen ist“. Die heutigen Rumänen, die gern sich auf diese „Helden ihrer nationalen Einheit und Selbständigkeit“ beziehen, sollten des öfteren dieser Worte eingedenk sein. Vor allem kennzeichnend ist aber der Artikel der Hermannstädter Zeitung „Telegraful Român“, der die Angriffe einer Moldauer Zeitung gegen die Siebenbürger rumänischen Patrioten zurückweisend, den Dakoromanismus mit folgenden an den Jassier Journalisten gerichteten Worten ablehnt: „Endlich, was sucht er im fremden Lande? Er soll in den rumänischen Fürstentümern bleiben.“ Wir müssen dementsprechend annehmen, daß die damaligen Rumänen wirklich nach der friedlichen Zusammenarbeit der drei Völker strebten. Diese Siebenbürger Patrioten als die Vorläufer Großrumäniens anzusehen, ist daher eine kaum zu entschuldigende Einseitigkeit. Leider ist die moderne rumänische Geschichtswissenschaft von diesem Irrtum durchaus nicht frei.

Die reinsten liberalen Prinzipien wurden von den Sachsen vertreten und das ist von einer Volksgemeinschaft, die seit Jahrhunderten bürgerlichen Charakter hatte, geradezu zu erwarten. Aber sie waren es auch, die heimlich am zähesten an den ständischen Vorrechten und an den bestehenden politischen Kraftverhältnissen festhielten. Dem Sachsentum, das selbst auf eigenem Boden zerstreut lebte, entsprach natürlich mehr die auf die freie Gemeinde, als Munizipalität ersten Grades, gegründete liberale Verfassung, als wenn das oberste Munizipalitätsrecht statt von der Gemeinde auch durch einen größeren, von einer nationalen Mehrheit geleiteten Bezirk ausgeübt werden sollte. Als aber die Entscheidung zugunsten des letzteren Systems fiel, wollten doch die Sachsen die Einheit des alten ständischen Sachsenlandes unter sächsischer Herrschaft bewahren, obwohl die Mehrheit der Einwohner des fraglichen Gebietes Rumänen bildeten.

Wenn wir die politischen Äußerungen der Zeit und vor allem die Verhandlungen der Landesversammlung betrachten, so hat es den Anschein als ob die Rumänen den anderen Völkern gegenüber den

wahren liberalen Gedanken am reinsten und am uneigennützigsten vertreten hätten. Man darf indessen nicht vergessen, daß die Rumänen in Siebenbürgen bis 1848 nur geduldet waren, ohne jegliche politischen Rechte. Die rumänischen Adelligen gehörten zu dem einheitlichen ungarischen Adelsstand (*natio Hungarica*), aber die Mehrheit des Volkes, darunter die nichtadeligen Ungarn, hatte keine politischen Rechte. So war es den Rumänen leicht liberal zu sein, da sie dadurch alles erreichen konnten, ohne etwas opfern zu müssen. Wien, der Adel, die Szekler und die Sachsen dagegen brachten meistens selbstwillig schwere Opfer zugunsten der Rumänen. Ihr Liberalismus hat also einen realen Wert.

Franz Josef hatte die ungarisch-siebenbürgische Union von 1848 nicht anerkannt und so ließ er 1863 zu Hermannstadt einen selbständigen siebenbürgischen Landtag zusammenrufen. Die Wahlbedingungen waren die möglich liberalsten. Es gerieten ins Parlament 46 Rumänen, 43 Ungarn und 32 Sachsen. Der Kaiser ernannte dazu je 11 „Regalisten“ aus jeder Nation.

Die Ungarn, die an der Verfassung von 1848 und an der Union festhielten, wollten am verfassungswidrigen Landtage nicht teilnehmen und hielten sich — außer den 11 „Regalisten“ — von den Verhandlungen fern. Ein Teil des Siebenbürger Ungartums pflichtete diesem Entschluß nicht bei und schlug das Annehmen der Realitäten vor; wir müssen aber der Sachlichkeit halber einsehen, daß die ungarischen Gesandten vom staatsrechtlichen Standpunkte aus nicht anders handeln konnten. So blieb das Ungartum am Landtage in Zwergminderheit. Man muß anerkennen, daß die rumänischen und sächsischen Gesandten ihre augenblickliche Mehrheit nicht mißbrauchten. Das hätte auch der liberale Geist der Regierungsvorschläge nicht zugelassen.

Wien wollte aufrichtig einen Gleichgewichtszustand in Siebenbürgen erzielen und in diesem Geiste beeinflusste es die zwei Gesetzesvorschläge, die die Versammlung behandeln sollte. Die fraglichen Gesetze waren berufen die politische, kirchliche und sprachliche Gleichberechtigung der Rumänen und die damit verbundene neue administrative Landeseinteilung zu verwirklichen. Das wollte die Regierung durch das Einreihen (*inarticulatio*) der Rumänen unter die drei Nationen und die vier „*receptae religiones*“ erreichen. So wäre aus Siebenbürgen kein rein liberalistischer, auf Grund der persönlichen Freiheit aufgebauter, sondern ein, an das alte ständische System erinnernder, auf gleichberechtigte Nationen und Kirchen, mehr oder weniger autonome Volksgruppen gegründeter, sozusagen föderativer Staat geworden. In einem solchen Staate hätte die unorganische Mischung der ständischen und liberalen Prinzipien ohne Zweifel zur Krise geführt.

Die Gesetzesvorschläge entsprachen am besten den rumänischen Ansprüchen, da einerseits dadurch ihre kollektive, in Gebietseinhei-

ten organisierte, nationale Persönlichkeit versichert war, andererseits das neugeschaffene liberale Wahlrecht auch den Einzelnen Möglichkeit gab sogar außer dem nationalen Gebiete sich politisch frei zu äußern. Letzten Endes standen auch die Sachsen von dieser Meinung nicht fern. Es klingt als Paradoxe, aber eigentlich waren die Ungarn am liberalsten eingestellt, weil sie außer dem Recht der persönlichen Freiheit sonstige Vorrechte nicht anerkennen wollten. Durch die Einführung der ungarischen Amtssprache hofften sie die moderne zentralistische Administration zu verwirklichen. Die Nationalitäten duldeten aber lieber ständische Überbleibsel im öffentlichen Leben, als den Liberalismus ungarischer Färbung.

Gleich bei der Behandlung des ersten Vorschlages äußerten sich Schwierigkeiten in der Zusammenschmelzung der ständischen und liberalen Prinzipien. Der rumänische Gesandte Roman, zur größten Bestürzung der Mehrheit, sprach den sonderbar erscheinenden Vorschlag aus, sie sollten neben den Rumänen und Sachsen auch die Ungarn zu den politischen Nationen rechnen, weil bisher der Name „natio Hungarica“ nur die Adeligen bedeutete und so blieben die nichtadeligen Ungarn außer der Verfassung. Die Tatsache, daß die von liberalen Ideen beeinflusste Mehrheit diese feine Unterscheidung zwischen ständischem und liberalem Standpunkt gar nicht begriff, zeigt, daß die ständische Ideenwelt damals durch den Liberalismus zwar gestört, aber nicht ausgerottet werden konnte. Einige rumänische und sächsische Gesandten gaben der Meinung Ausdruck, man könne zeitgemäße Verfassungsreform nur durch radikales Abschaffen und nicht durch einzelne Besserungen des ständischen Systems erreichen. Die Mehrheit wurde von diesen Aussprachen peinlich getroffen, da die Sachsen und die Rumänen nur durch Beibehalten der ständischen Grundlagen die Anerkennung ihrer nationalen kollektiven Persönlichkeit hoffen konnten. So vermied die Versammlung die Frage klarzulegen und nahm den ursprünglichen Vorschlag an. Die Verschlungenheit der Lage wird auch dadurch beleuchtet, daß am Ende auch die Armenier mit der Forderung auftraten, auch sie sollten zu den ständischen Nationen gerechnet werden. Diese Forderung wurde ernstlich nicht behandelt.

Die Frage der sprachlichen Gleichberechtigung wurde von der Versammlung schon in echt liberalem Sinne gelöst. Die Gesandten konnten aber die Regierungssprache nicht bestimmen und überließen die Entscheidung dem Kaiser. Wenn diese Gesetze überhaupt jemals zur Anwendung gelangten, wäre diese Sprache zweifellos die deutsche geworden.

Da durch die Aussöhnung zwischen dem Kaiser und den Ungarn die Union wieder hergestellt war, verloren die Entscheidungen der Landesversammlung ihre Aktualität. Aber als Grundlagen der rumänischen nationalen Forderungen, hörten sie bis 1918 nicht auf eine

wichtige Rolle im politischen Leben Siebenbürgens zu spielen. Zweifellos hätten diese Gesetze nicht lange gelebt, wenn sie auch zur Anwendung gekommen wären, da sie, obwohl ehrenwerte siebenbürgische Traditionen fortsetzend, am grundsätzlichen Mangel der Klärung staatsrechtlicher Standpunkte litten und der liberale, zentralisierende Geist des Zeitalters, welcher die ständischen Überbleibsel früher oder später ausrotten sollte, auch diese Gesetze überschritten hätte.

Heute aber, wo wir über die ständischen und liberalistischen Auffassungen schon ganz anders denken, werden die Lehren dieser Geschehnisse immer zeitgemäßer. Die Behandlung dieser praktischen Gesichtspunkte geht aber über die Aufgaben der reinen Wissenschaft hinaus.

Ladislaus Makkai.

F. ROUSSEAU: *L'expansion wallonne et lorraine vers l'Est aux XI^e et XII^e siècles.* Les Dialectes Belgo-Romans I, pp. 171—198.

Au moyen-âge la terre wallonne faisant partie de la Basse-Lotharingie et la Lorraine appartenant à la Haute-Lotharingie formaient pour ainsi dire des remparts avancés de la latinité vers l'Est. Frayant le chemin pour l'influence culturelle de la France qui devint prépondérante dans l'Europe Centrale à la fin du XII^e et à la première moitié du XIII^e siècle ces régions éminemment civilisées où le clergé jouait un grand rôle et où les villes épiscopales formaient des centres politiques et culturels, cherchaient de bonne heure à entrer en rapports avec ces pays lointains de races diverses et converties de fraîche date. Elles continuent du reste à jouer en ce sens un rôle important pendant toute la durée de cette influence française.

C'est à l'histoire de ce premier rayonnement de la civilisation française vers l'Est que M. Rousseau consacre une étude de synthèse dans la jeune revue de Bruxelles „Les Dialectes Belgo-Romans“. L'auteur ne veut pas étudier la question à fond, il se contente, comme il le déclare lui-même, d'en envisager les aspects principaux, toutefois le problème et les résultats présentés ainsi dans leur ensemble ne manquent pas de suggestions utiles tandis que d'autre part, en ce qui concerne les détails, on peut glaner dans cette étude succincte des données intéressantes et inédites.

Après avoir esquissé la situation politique et linguistique des deux Lotharingies, l'auteur indique la place de ces régions dans la civilisation française des XI^e et XII^e siècles. Il souligne le fait que le grand mouvement spirituel de cette période du moyen-âge, la réforme de Cluny, se présente dans les abbayes de la Meuse et de la Moselle sous une forme distincte et particulière qui s'attache au nom de Richard de Verdun. On sait l'importance que le mouvement de Cluny a eue pour l'organisation de la jeune église de Hongrie (Hóman—

Szekfü, *Magyar Történet*, t. I, pp. 193 ss. et passim; cfr. encore, avec certaines réserves, Galla, *A Clunyi reform hatása Magyarországon*. Pécs, 1931.) mais la part que la réforme dite de Richard de Verdun (procédant du reste de celle d'Odilon) a pu prendre dans les nouveaux monastères de la Hongrie n'a pas encore été examinée. On peut pourtant supposer qu'elle n'était pas négligeable, étant donné les rapports directs que Saint Etienne a eus avec Richard de Verdun lui-même, lors de la visite de ce dernier en Hongrie (en 1024, de même qu'à son retour de la Terre Sainte, cfr. *Ex miraculis Sancti Symeonis auctore Eberwino*: MGH. SS. VIII. p. 210) et les nombreux fils qui rattachaient dès le XI^e siècle le clergé de Hongrie aux provinces françaises de l'Est (prélats hongrois d'origine wallonne, 24 chanoines de Verdun réfugiés en Hongrie, ecclésiastiques wallons traversant ce pays où y faisant des séjours plus ou moins prolongés). Ce problème intéressant reste à élucider.

M. Rousseau consacre des pages succinctes mais fort intéressantes et bien fournies à l'importance des écoles liégeoises au XI^e siècle. Etant donné les rapports entre le clergé de Hongrie et la terre wallonne, il est probable qu'avant de fréquenter l'Université de Paris, les étudiants hongrois aient aussi favorisé Liège. Toutefois cette hypothèse, quelque probable qu'elle paraisse, ne peut pas être démontrée par suite de l'indigence de la documentation historique (cfr. pourtant les intéressants arguments paléographiques de M. Hajnal, *Írástörténet az írásbeliség felújulása korából*, pp. 160—7).

Dans la seconde partie de son étude, l'auteur passe en revue les pays de l'Europe Centrale pour y démontrer les traces de la pénétration wallonne. Il relève d'abord quelques maigres indices des rapports entre le clergé de Bohême et les écoles de Liège. Il est surprenant qu'il néglige de mentionner les colons civils wallons dont on peut démontrer la présence dans quelques villes de la Bohême et de la Moravie. Ainsi une charte de Prague (1174—78) émanant de Soběslav fait mention des *Romani* habitants de cette ville (*Regesta Dipl. nec non Epist. Bohemiae et Moraviae* t. I, p. 161; *Cod. Dipl. et Epist. Moraviae* t. I, p. 299). Si l'on peut objecter à la rigueur que ces Romani ne sont pas nécessairement des Wallons ni même des Français, il n'en est pas de même de ceux dont parle une charte de Modriz (1231), qui affirme qu'une partie des bourgeois de Brünn sont des Romani ne sachant ni l'allemand ni le morave et qu'on appelle aussi *Gallici* (*Regesta Dipl. Boh. et Mor.* t. I, p. 364; *Cod. dipl. Moraviae* t. II, p. 234; cfr. B. Bretholz, *Geschichte Böhmens u. Mährens bis zum Aussterben der Přemysliden*, 1912, pp. 378—9; Auner: *Századok* L, p. 34). Ces Wallons s'étaient établis à Brünn au temps du margrave Henri Vladislav (1172—1222, cfr. Ottáv, *Slovník Naučný* IV, 272).

De la Bohême, l'auteur passe à la Hongrie. Il puise une bonne

partie de ses informations dans l'excellente étude de M. Pais (*Les rapports franco-hongrois sous le règne des Arpád*: RevEtHongr. I, 15 ss., 137 ss.), mais il ajoute quelques données inédites, comme celle relative aux 24 chanoines de Verdun se rendant en Hongrie après l'incendie de leur ville par le duc Godefroy le Barbu et la mention de l'évêque Francon. Le problème que soulève ce dernier personnage semble fort difficile à résoudre. M. Rousseau rapporte que la chronique de St. Hubert dite Cantatorium signale la présence à l'abbaye de St. Hubert d'un prélat de ce nom, qualifié de pontifex Bellagradensis et, à un autre endroit, d'episcopus Bellagradensis. Il rapproche ce personnage de celui sur qui l'Obituaire de St. Lambert contient la notice suivante: Commemoratio Franconis episcopi apud Vesperum, que est civitas Hungariae. M. Rousseau se demande quelle est la ville désignée par la chronique sous le nom de Bellagrad(ensis), est puis, si les deux mentions se rapportent à la même personne.

Le Cantatorium, tributaire du Vita Theoderici Abbatis Andagiensis pour bien des détails (Balau, *Les sources de l'hist. de Liège au moyen âge*, p. 206), remonte, quant à la mention de Francon, évêque de Bellagrade, également à cette source plus ancienne (MGH. SS. t. XII, p. 50). Cela ne simplifie la question qu'en ce sens que les trois mentions (deux dans le Cantatorium et une dans le Vita) se réduisent pratiquement à une seule, celle du Vita. Mais qu'est-ce que ce Bellagradensis? D. W. W a t t e n b a c h pense à Zara-Vecchia en Dalmatie (,Tengerfehérvár' en hongrois, ,Belgrad' en ancien croate), puisque Belgrade en Serbie n'avait pas d'évêque en ce temps-là et Székesfehérvár en Hongrie n'était pas un évêché (MGH. SS. t. VIII, p. 579 note 81; t. XII, p. 50, note 20). Sa manière de voir est adoptée par R a ĉ k i aussi (*Documenta historiae Croatiae periodum antiquum illustrantia*: Mon. Hist. Slav. Merid. ill. t. VIII, p. 458). En effet si nous savons qu'en 1076 l'évêque de Zara-Vecchia était Prestance et puis Théodose (Wenzel, *Arpádkori Új Okmt.* t. VI, pp. 46, 47) nous ne connaissons pas le nom du titulaire de cet évêché en 1080—81. Mais si le prélat Francon dont la présence à St.-Hubert le 15 janvier 1081 semble solidement établie, est vraiment évêque de Zara-Vecchia, il ne peut pas être identique avec le Francon de l'Obituaire de St. Lambert, étant donné qu'à cette époque-là la Dalmatie ne ressortissait nullement encore à la sphère d'influence des rois de Hongrie. Toutefois les arguments avancés par Wattenbach sont assez faibles pour laisser de la place à d'autres hypothèses aussi. On pourrait songer à Gyulafehérvár (Alba en Transylvanie appelée parfois Belgrad) siège épiscopal ancien dont nous ne connaissons pas les titulaires du XI^e siècle et même à Székesfehérvár, Alba Regalis, désignée entre autres par Cencius sous le nom de Bellegrave (1192—1200, Muratori, *Antiqu. med. aevi* t. V, p. 874; *CodDipl.* t. II, 282; *Mon. Rom. Episcopatus Vesprimiensis* t. I, 6). Il est vrai que cette dernière ville n'étant

pas siège épiscopal n'avait pas d'évêques, mais le prévôt, surtout d'un chapitre relevant directement du Saint Siège come celui de Székesfehérvár est fréquemment appelé 'electus' et, exceptionnellement, même 'episcopus' (cfr. Du Cange t. III, 178—9, s. v. *episcopus*). Székesfehérvár étant situé dans le diocèse de Veszprém, on pourrait identifier l'évêque Francon de l'Obituaire avec un Francon, prévôt de Székesfehérvár (qui serait donc l'*episcopus Bellagradensis*), en supposant une confusion entre ces deux villes importantes du même diocèse, situées dans un pays lointain et dont les chroniqueurs belges ne pouvaient avoir que des notions très vagues.¹

L'obituaire de St. Lambert nous étant en ce moment-ci inaccessible, nous ne pouvons pas contrôler en quelle année cette source place la mort de Francon „évêque de Vesperem”. Une charte hongroise mentionne pour 1082 comme évêque de Veszprém un certain Jean et pour une époque précédente mais indéterminée Mathieu (*Hazai Okmtár*, t. IV, pp. 1, 3). Toutefois on ne peut pas tabler sur cette charte, manifestement fausse (*Szentpétery, Az Árpádházi királyok okleveleinek kritikai jegyzéke*, t. I, p. 9), forgée avant 1327, date où un document authentique en fait mention.²

L'hypothèse, en vertu de laquelle les deux Francons des sources belges désigneraient la même prsonne, prévôt de Székesfehérvár, quelque probable qu'elle paraisse par ailleurs, est singulièrement invalidée par le fait que des sources hongroises connaissent aussi un évêque Frank (sans désignation du diocèse) qui est, selon toute probabilité, identique à au moins un des Francons des sources belges, ou, si ces sources se rapportent à la même personne, à tous les deux. Ainsi la chronique Illuminée de Vienne mentionne (vers 1071) un évêque Frank (var. Franck) conseiller du roi Salomon (*Scriptores rerum Hungaricarum*, ed. Szentpétery, t. I, p. 375) et parmi les témoins de la charte de fondation de l'abbaye de Garamszentbenedek (1075) figure aussi un évêque Frank (*Knauz, Mon. Eccl. Strigoniensis* t. I, p. 60). Il n'est que très naturel de rencontrer à l'étranger un conseiller intime de Salomon après la chute et les intrigues de ce dernier. Mais il est au moins insolite qu'un prévôt de chapitre soit appelé dans tous les documents officiels et toutes les sources historiques tant hongrois qu'étrangers toujours et partout évêque (*episcopus*, *pontifex*) et ja-

¹ On pourrait éventuellement penser à donner à la préposition *apud* le sens de 'près de, à proximité de', mais la tournure en deviendrait absolument insolite et très gauche.

² L'introduction des *Mon. Rom. Episcopatus Vesprimiensis* prétend (t. I, p. XIII) qu'une autre charte plus tardive mentionne aussi ce même évêque Jean, mais il s'agit là d'un simple lapsus, l'évêque Jean de la charte en question (émise par Thibaut, évêque d'Ostie en 1184—88, *Mon. Rom. Ep. Vespr.* t. I, p. 4) étant certainement un autre Jean (1181—89), désigné habituellement par l'éditeur comme second de ce nom.

mais prévôt (*praepositus*) ni même élu (*electus*). — M. Albin F. Gombos (*Catalogus fontium historiae Hungaricae aevo ducum ex stirpe Árpád descendentium* t. I, p. 668) essaye même d'identifier — il est vrai qu'il ajoute lui-même un point d'interrogation — avec cet évêque Frank un autre évêque Francon, conseiller de Vladislav de Pologne, mentionné par le *Chronicon Polono-Silesiacum* env. pour l'an 1083. (MGH. SS. t. XIX, pp. 555 ss.). Rien ne prouve ni ne rend vraisemblable que ce prélat fit vraiment partie du clergé hongrois.

M. Rousseau s'occupe aussi de la question des colonies wallonnes en Hongrie. Il ne parle que de celles du diocèse d'Eger, passant sous silence les autres, mais il est excusable de ne pas avoir pu consulter la littérature y relative, pour la plupart d'expression hongroise. Quant à ces colons wallons des environs d'Eger, il admet en tous points le récit de Jean de Stavelot. Nous sommes obligé de nous inscrire en faux contre son opinion, mais les cadres d'un compte-rendu sont trop restreints pour que nous puissions ici exposer notre manière de voir (cfr. la revue *Századok* 1937, pp. 399 ss.); du reste nous comptons bien revenir à cette question sur les pages de ce même périodique. Le seul argument dont M. Rousseau essaye d'étayer son hypothèse, selon laquelle la date de l'émigration de ces Wallons conformément au récit de Jean de Stavelot, devrait être placée à la première moitié du XI^e siècle, est tiré d'un manuscrit de *Ly mireur des histors de Jean d'Outremeuse*, copie ou plutôt compilation due à 'damp Waha' (1596) à laquelle en général on ne peut attacher aucune confiance (cfr. Balau, *Les sources* etc. 564; Bormans, *Chronique et geste de Jean de Preis dit d'Outremeuse*, t. VI, p. CXCVIII). M. Rousseau se refuse d'entrer dans le détail, nous espérons pourtant qu'il voudra bien exposer à une autre occasion ses arguments relatifs à cette question.

Les pages consacrées à la pénétration wallonne tant ecclésiastique que laïque en Pologne et en Silésie sont fort instructives bien que se bornant aux faits les plus importants. Également intéressante et suggestive est la courte esquisse de l'influence wallonne dans les pays baltiques. Dans le reste de son étude, l'auteur résume en grandes lignes l'histoire des rapports fort suivis que la terre wallonne a entretenus avec l'Allemagne et surtout la Rhénanie. Il est curieux de noter qu'il omet de mentionner l'ouvrage pourtant fondamental bien que — fort vieilli d'E. de Borchgrave (*Hist. des colonies belges qui s'établirent en Allemagne*). Est-ce parce qu'il l'a déjà fait dans son ouvrage *La Meuse et le Pays Mosan avant le XIII^e siècle* (Ann. de la Soc. Archéol. de Namur XXXIX), auquel il se réfère plusieurs fois et d'une manière générale?

Telle qu'elle est, malgré son caractère nécessairement sommaire et incomplet, la synthèse de M. Rousseau est fort intéressante, suggestive. En outre elle offre des données qui jusqu'à présent n'ont pas été attirées dans la discussion de ces problèmes. Géza Bárczi.